

Corée du nord, Corée du sud : la péninsule dans l'expectative

jeudi 9 septembre 2010, par [Olivier GUILLARD](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Olivier GUILLARD](#), **Corée du nord, Corée du sud : la péninsule dans l'expectative**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 9 septembre 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de la péninsule coréenne. Pour la seconde fois en un trimestre - une fréquence sans précédent ces seize dernières années -, le ténébreux « chef de l'Etat » nord-coréen Kim Jong-il a effectué une visite en République Populaire de Chine (26-30 août 2010), ultime soutien international influent de l'irascible Pyongyang. Un déplacement tout sauf anecdotique, alors que la tension intercoréenne demeure au plus haut, que Washington, entre sanction et déception, s'interroge sur la marche à suivre vis-à-vis de cet hermétique régime et que divers événements significatifs - comme la préparation de la succession du « Cher Dirigeant » Kim Jong-il - semblent en préparation dans les coulisses du pouvoir.

L'occasion d'aborder à travers une demi-douzaine de questions-réponses, cette insaisissable matrice nord-coréenne et son cortège d'incertitudes. Kim Jong-il à Pékin : une visite pour quoi faire ? Politique américaine vis-à-vis de Pyongyang : des changements en vue ? Dénucléarisation, Pourparlers à Six : impasse ou reprise ? A quel(s) jeu(x) joue Pékin ? L'intransigeance de Séoul est-elle susceptible de s'assouplir ? Des raisons de craindre de prochains développements dangereux ?

Kim Jong-il à Pékin : une visite pour quoi faire ?

COMME de coutume dans le plus grand secret - malgré un déplacement effectué en train blindé - [Kim Jong-il, l'énigmatique Cher Dirigeant nord-coréen](#), vient d'effectuer (26-30 août 2010) une visite chez le voisin chinois, ultime rempart diplomatique et partenaire économique de l'isolée Pyongyang. Depuis son arrivée au pouvoir en 1994 [1], il s'agit de son 6eme déplacement (à tout le moins officiel) en République Populaire de Chine. Un voyage qui intervient un trimestre à peine après sa précédente épopée ferroviaire. Un intervalle inhabituellement rapproché entre ces deux séjours en terre chinoise, alimentant les spéculations sur l'objet de cette visite.

Selon les médias officiels nord-coréens, *Chairman* Kim a déclaré que « son pays développerait plus avant l'amitié sino-nord-coréenne pour les générations et les siècles à venir ». Les organes de presse officiels chinois ont quant à eux fait succinctement état des haltes de ce périple entouré de mystères : Jilin (où son père étudia 2 années dans les années 1920), Changchun (rencontre avec le Chef de l'Etat chinois, Hu Jintao). Un déplacement aux allures de pèlerinage dynastique mais pas uniquement ; Kim Jong-il a probablement tenu à officialiser en exclusivité auprès du fidèle allié chinois sa succession, en présentant son fils Kim Jong-un comme « l'héritier ». Cette précipitation, trois mois après son dernier voyage, atteste probablement d'une accélération de l'histoire dans les couloirs du pouvoir. Une possible dégradation de l'état de santé de Kim Jong-il, deux ans après son accident cardio-vasculaire (août 2008), pourrait notamment motiver ce branle-bas inédit. Pour la première fois depuis ... 1966 [2] se tiendra courant septembre 2010 une session inédite de la Conférence du Parti des travailleurs de Corée (WPK) ; le bureau politique du Comité central de la WPK révéla fin juin que cette conférence élirait ses prochaines instances supérieures. Un événement exceptionnel, l'occasion idéale pour introniser officiellement le « Dauphin » Kim Jong-un au parti, à la nation, au monde extérieur.

Le départ impromptu du *Cher Dirigeant* vers Jilin et Chongchu coïncida avec ... la venue d'un prestigieux émissaire américain à Pyongyang, l'ancien Président Jimmy Carter (un familier

depuis 1994 du dossier nord-coréen [3]), en mission « privée et humanitaire [4] ». Un pied de nez peu courtois, savamment calculé à l'endroit de Washington : si le Département d'Etat américain se montre très en phase avec Séoul depuis l'incident intercoréen du *Cheonan* [5], Pyongyang quant à elle affiche en « repréailles » sa proximité avec Pékin, une nouvelle fois et sans état d'âme. Le fait que la visite en Corée du nord de l'ancien résident de la Maison-Blanche - une escale décidément prisée [6] des anciens chefs d'Etat américains - ait été effectuée à titre privé et ait finalement débouché sur une réussite (libération du prisonnier et retour aux Etats-Unis en compagnie du prestigieux visiteur) atténue dans une certaine mesure « l'affront » diplomatique... Par ailleurs, il convient également de noter qu'il y a une décennie tout juste, quelques semaines avant un rendez-vous majeur - le 1er Sommet intercoréen [7] des 13-15 juin 2000 à Pyongyang -, Kim Jong-il s'était déplacé à Pékin pour rendre compte, en exclusivité, de l'événement.

Si l'on revient au pourquoi de la présence récente de Kim Jong-il en République Populaire de Chine, on ne peut également s'empêcher de penser que la situation économique intérieure déjà ténue, malmenée en fin d'année 2009 par une réforme monétaire peu avisée [8], s'est trouvée plus dégradée encore suite aux inondations ayant frappé les régions frontalières en juillet et août 2010 (plusieurs dizaines de victimes ; destruction d'infrastructures ; productions agricoles sinistrées). Une demande d'assistance économique et logistique d'urgence, pour cette nation recroquevillée par la force des choses sur elle-même et ne profitant plus de la générosité de Séoul, ferait donc du sens, à plus forte raison peut-être à la veille de changements politiques importants.

Politique américaine vis-à-vis de Pyongyang : des changements en vue ?

Le 31 août 2010, le Département du Trésor américain a rendu public une nouvelle strate de sanctions à l'encontre de la Corée du nord, « destinées à geler les avoirs des personnes et des entités impliquées dans la prolifération d'armes de destruction massive et à leur fermer la porte du système commercial et financier US ». Dans un courrier au Congrès le 30 août 2010, le Président B. Obama motive également ce nouveau volet de sanctions unilatérales américaines en réponse à l'attaque nord-coréenne contre un navire de guerre sud-coréen en mars dernier (46 marins disparus dans le naufrage).

Ces dernières sanctions visent 8 entités nord-coréennes - dont le fameux bureau 39 [9] - impliquées dans diverses activités répréhensibles citées plus haut, ainsi que 4 individus. Le Département d'Etat a tenu à préciser que « ces sanctions ne visent pas la population nord-coréenne, mais ses dirigeants ».

Sur la base de ces seules nouvelles sanctions - probablement plus symboliques que garantes de résultats -, on pourrait penser que Washington demeure arc-bouté sur une logique dure vis-à-vis de ce régime totalitaire. L'attaque du *Cheonan*, la réponse déterminée de Séoul et l'attitude autiste de Pyongyang depuis lors auront convaincu l'administration américaine de ne baisser ni la garde ni le ton. Pourtant, à l'image de la visite « privée » de l'ancien Président américain Jimmy Carter à Pyongyang, on ne peut s'empêcher de penser que des courants contradictoires sont à l'œuvre au sein de l'*establishment* politique américain. Il est vrai que les divers volets de sanctions imposés à la Corée du nord n'ont pas produit les résultats escomptés

ni jusqu'alors fait vaciller l'inoxydable base du régime. N'ont-ils pas au contraire davantage poussé Pyongyang vers de dangereux retranchements et un aventurisme frôlant l'irréparable (cf. essai nucléaire du 25 mai 2009 ; affaire du *Cheonan* en mars 2010) ? Aussi, au sein de la Maison-Blanche, du Département d'Etat, du Congrès et même du Pentagone, il serait des personnalités partisans d'une approche moins agressive du dossier nord-coréen, plus engageante, destinée à établir - à défaut d'un improbable climat de confiance - à tout le moins une trame bilatérale de dialogue pérenne, réaliste, équitable et constructive. Une approche différente donc qui miserait davantage sur l'incitation que sur la mise à l'index et la condamnation.

Dénucléarisation, Pourparlers à Six : impasse ou reprise ?

Dans l'impasse depuis décembre 2008 et plus encore depuis avril 2009 [10], le mécanisme de discussion collégiale des Pourparlers à Six [11] (PP6) sur [le désarmement nucléaire nord-coréen](#), engagé en 2003 [12], demeure à l'été 2010 à l'état de pointillé, pris en otage par les atermoiements, provocations et retraits de l'insondable Pyongyang.

Pourtant, de retour de son périple en Chine, le *Cher Dirigeant* confia à « son » agence de presse KCNA [13] et aux médias chinois son souhait de voir « une reprise rapide des PP6 afin d'apaiser la tension dans la Péninsule ». Une formule alliant assurément *volonté* - Pyongyang aimerait revenir dans le jeu des négociations, bilatérales avec Washington en premier lieu - ... et comme bien souvent avec l'austère régime nord-coréen, faux semblant : Pyongyang entend éventuellement réintégrer les discussions-négociations des PP6...mais à sa main en passant outre, notamment, le contexte post-*Cheonan*, comme si de rien n'était...

De même, en faisant officiellement montre d'une certaine « envie » de renouer le dialogue et relancer le processus enlisé au plus tôt, Pyongyang cherche d'une certaine manière à reporter la faute sur les autres partenaires (un autre tour coutumier du régime), Séoul, Tokyo et Washington considérant actuellement qu'en l'absence « d'excuses officielles » nord-coréennes sur la tragédie du *Cheonan*, il est impensable que les PP6 reprennent avant un certain temps, nonobstant l'avis moins tranché de Pékin. Il est donc plus que probable que ce laborieux effort collectif de discussion des PP6 tarde encore quelque peu à reprendre.

A quel(s) jeu(x) joue Pékin ?

Dans cette délicate entreprise de dénucléarisation du programme nord-coréen, il est une capitale impliquée dans les PP6 à occuper une place particulière : Pékin. Siège des rencontres - quand elles ont lieu - des PP6, la capitale chinoise revendique le *privilège* d'être la seule à entretenir avec Pyongyang des relations diplomatiques, économiques, militaires et commerciales peu ou prou normales. Un point fort [14] autant qu'une gageure, la patience de l'allié chinois ayant depuis 2006 (série d'essais balistiques et franchissement du seuil nucléaire) été éprouvée bien trop souvent au goût du pouvoir pékinois.

De Washington à Moscou, de Séoul à Tokyo, les membres des PP6 n'ont de cesse de solliciter Pékin et sa proximité de Pyongyang pour ramener cette dernière dans le droit chemin du respect de ses engagements (programme nucléaire) ou à tout le moins, lui faire entendre

raison. A l'impossible nul n'étant tenu, la République Populaire de Chine navigue au gré de l'inconstance ou de la détermination de son ombrageuse voisine du sud, incapable de réfréner ses ardeurs belliqueuses (cf. 110 tirs d'artillerie en mer Jaune début août 2010) ou son dangereux aventurisme technologique (cf. essais nucléaires de 2006 et 2009). Tout juste en capacité d'aider Pyongyang quand la carence est trop criante (cf. inondations et destructions en juillet-août 2010) et de se montrer au monde extérieur comme la seule porte d'entrée de ce régime isolé, Pékin joue un rôle plus modeste qu'ambigüe dans cette complexe partie d'échec. Tenue généralement pour acquise en Occident, son ascendance sur le pouvoir nord-coréen est en réalité bien plus modeste.

L'intransigeance de Séoul est-elle susceptible de s'assouplir ?

[Les autorités de Séoul](#) comme les 50 millions de sud-coréens, ont naturellement fort mal vécu le drame du naufrage [15] de la corvette *Cheonan* et la disparition d'une cinquantaine de marins. Par nature peu suspect de sympathies pro-nord-coréennes, le Président Lee Myung-bak [16], élu en 2008 sur le principe d'une position moins conciliante [17] vis-à-vis du voisin du nord, a montré sans tarder [18] à Pyongyang, à ses administrés, à la communauté internationale, que cette défiance portant le sceau de Pyongyang (des « affabulations » selon celle-ci) ne serait pas prise à la légère. Soutenue par Washington et Tokyo notamment, son administration parvint à mobiliser le concert des nations autour de l'idée de sanctions - fussent-elles verbales et symboliques - et d'excuses sincères de la part de la capitale incriminée. Près d'un semestre après le naufrage de ce bâtiment de 1 200 tonnes, le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre que les « excuses » demandées tardent encore à venir.

Depuis lors, après avoir obtenu gain de cause - au moins pour ce qui est de la condamnation internationale - et désireux de capitaliser sur le sentiment du devoir accompli (et de ne pas cabrer davantage Pyongyang...), le Président Lee Myung-bak semble plus à l'écoute d'un discours moins tranché. « J'évalue d'une manière positive le fait que le Président Kim effectue de fréquentes visites en Chine (...). Je considère par ailleurs positivement le rôle de la Chine » (presse sud-coréenne du 31 août 2010). Dans la lignée de ces remarques plus obligeantes que de coutume, la Croix Rouge sud-coréenne annonça ce même jour qu'elle mettait à disposition de la Corée du nord, durement éprouvée par de récentes inondations, 10 milliards de won (8 millions de dollars américains) sous forme produits alimentaires, de matériel médical et autres produits de première nécessité.

Certes, du 5 au 9 septembre 2010, les manœuvres navales américano-sud-coréennes (qui succèdent à d'importants exercices aéronavals début août) étaient prévues, faisant une fois encore la fureur de Pyongyang et fleurir les diatribes apocalyptiques à l'endroit de Séoul et de Washington...

Des raisons de craindre de prochains développements dangereux ?

[En Asie](#) comme dans le reste du monde, il n'est de nos jours aucun régime plus imprédictible que la Corée du nord du *Cher Dirigeant* Kim Jong-il. Seule nation capable de procéder

impunément à des essais balistiques dans un périmètre régional sensible suivis d'essais nucléaires, de promettre en des mots terribles les foudres atomiques à ses voisins (Séoul, Tokyo) et / ou ennemis historiques (Etats-Unis), elle demeure l'électron le plus libre et le plus défiant du concert des nations, celui sur qui le monde extérieur a en définitive le moins de prise.

Capable d'alterner dans une même journée les ouvertures, une surprenante humilité avant de brusquement verser dans la menace la plus crue, la Corée du nord impose aux observateurs étrangers une attention permanente, une lecture à multiples entrées, la nécessité de ne rien tenir pour acquis. Aussi, les tout récents propos « positifs » du Président Lee Myung-bak sur le dernier déplacement en Chine de son homologue nord-coréen, a priori de nature à être bien reçus à Pyongyang, peuvent tout aussi bien être suivis d'un nouveau saut d'humeur au nord du 38e parallèle, sans préavis ni remords.

Pressée de reprendre le dialogue avec Washington - le seul véritable interlocuteur sur les questions de désarmement nucléaire selon Pyongyang -, la Corée du nord supporte en réalité fort mal d'être traitée par la puissante Amérique à la remorque des autres grands dossiers internationaux contemporains (Afghanistan-Pakistan ; Irak ; conflit israélo-palestinien).

De la frustration à la colère et de la colère au dérapage, l'épisode du printemps 2010 (cf. attaque du *Cheonan*) tend à nous indiquer que [Pyongyang l'imprédictible, au risque de s'enfermer plus encore dans la marginalité et l'isolement, en ces temps pourtant difficiles](#) (économie, sinistres naturels, succession précipitée) et porteurs de tension [19], demeure - peut-être...- capable du meilleur, mais assurément, jusqu'à preuve du contraire, surtout du pire.

Manuscrit clos le 3 septembre 2010

Copyright Septembre 2010-Guillard/Diploweb.com

Plus :

Crisis Consulting [Voir](#)

P.-S.

Directeur de recherches Asie à l'IRIS. Directeur de l'information de Crisis Consulting

Notes

[1] Après le décès de son père Kim Il-sung, le « Grand Dirigeant » et fondateur de la République Populaire Démocratique de Corée.

[2] Il est intéressant de relever qu'en 1966, Kim Jong-il a environ l'âge actuel ou peu s'en

faut de son fils Kim Jong-un, que l'on annonce comme son possible successeur.

[3] En 1994, 13 ans après le terme de son mandat (1977-81), il participa avec succès aux négociations sur le démantèlement progressif - contre assistance - du programme nucléaire nord-coréen.

[4] Il s'agissait d'obtenir la libération d'un citoyen américain détenu dans les geôles nord-coréennes après être entré illégalement dans le pays.

[5] Le 26 mars 2010, une torpille nord-coréenne tirée à partir d'un sous-marin provoqua en mer Jaune le naufrage d'une corvette sud-coréenne et la disparition d'une cinquantaine de membres de l'équipage.

[6] A l'été 2009, l'ancien Président Bill Clinton se rendit à Pyongyang pour obtenir la libération de deux journalistes américaines arrêtées sur le territoire nord-coréen.

[7] Auquel participèrent Kim Jong-il et le Président sud coréen Kim Dae-jung.

[8] Dévaluation brutale de la monnaie nationale, source d'un mécontentement non-dissimulé et d'une paupérisation instantanée pour des millions de nord-coréens.

[9] Spécialisé dans l'acquisition à l'étranger, par des moyens détournés, de produits de luxe pour le Cher Dirigeant et les nantis du régime.

[10] Et la décision de Pyongyang de cesser sa participation à ce format collectif.

[11] Les 2 Corées, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie.

[12] Dans la foulée du retrait unilatéral de la Corée du nord du Traité de non-prolifération (TNP).

[13] Korean Central News Agency, agence de presse gouvernementale nord-coréenne.

[14] Dans l'optique d'un essai de résolution de ce dossier alambiqué ; pour la Corée du nord elle-même, bénéficiaire directe de cette proximité (sécurité, économie, diplomatie, aide humanitaire).

[15] En mer Jaune, près de la Northern Limit Line (NLL) séparant l'espace maritime des deux Corées, le 26 mars 2010.

[16] Surnommé le « Bulldozer » par ses anciens collègues du groupe Hyundai.

[17] Conditionnalité de l'assistance sud-coréenne au nord ; respect des engagements du nord avant l'assistance du sud.

[18] Après toutefois de minutieuses et patientes investigations techniques menées pendant près de deux mois par une commission d'enquête internationale.

[19] Cf. les réticences de Séoul, de Tokyo et de Washington à relancer les PP6 avant les « excuses » de Pyongyang.